

DOCUMENT DE REFERENCE DU RESEAU

Annexe B.3

Contrat de réservation des capacités entre le candidat non entreprise ferroviaire et Infrabel

Le présent contrat de réservation de capacités, ci-après le « Contrat », est conclu entre,

D'une part:

INFRABEL, société anonyme de droit public, ayant son siège social Place Marcel Broodthaers, 2 1060 Bruxelles, et inscrite au registre de la BCE sous le numéro 0869.763.267, Représentée par [] en qualité de []
Ci-après dénommée « INFRABEL »,

Et d'autre part :

[Nom de la société], ayant son siège social [Adresse], inscrit / enregistré [...], représenté par [], en qualité de []
Ci-après dénommée le « CANDIDAT »,

INFRABEL et le CANDIDAT étant ensemble dénommés ci-après les « Parties » et individuellement comme une « Partie ».

Table des matières

Préambule

Conditions générales de la réservation de capacités d'infrastructure ferroviaire

Article 1 – Objet du Contrat

Article 2 – Définitions

Article 3 – [Désignation de la ou des entreprise\(s\) ferroviaire\(s\)](#)

Article 4 – Interdiction de transfert de capacités

Article 5 – Modification, renonciation, suspension et retrait des capacités

Article 6 – Communication et obligations d'information

Article 7 – Tarification et facturation des redevances

Article 8 – Sanctions

Article 9 – Respect de l'horaire

Article 10 – Responsabilité

Article 11 – Assurance

Article 12 – Confidentialité

Article 13 – Durée et fin

Article 14 – Droit applicable

Article 15 – Tribunal compétent

Article 16 - Divers

Conditions particulières de la réservation de capacités d'infrastructure ferroviaire

Annexes

Préambule

Vu la législation européenne applicable à l'accès à l'infrastructure ferroviaire, et plus particulièrement les directives 91/440/CEE du Conseil du 29 juillet 1991 relative au développement de chemins de fer communautaires et 2001/14/CE du Parlement européen et du Conseil du 26 février 2001 concernant la répartition des capacités d'infrastructure ferroviaire et la tarification de l'infrastructure ferroviaire, refondues par la directive 2012/34/UE du Parlement et du Conseil du 21 novembre 2012 établissant un espace ferroviaire unique européen, et le règlement 913/2010 du Parlement européen et du Conseil du 22 septembre 2010 relatif au réseau ferroviaire européen pour un fret compétitif (le « Règlement ») ;

Vu la législation belge applicable à l'accès à l'infrastructure, et plus particulièrement la loi du 30 août 2013 portant le Code ferroviaire (ci-après « le Code ferroviaire ») et les arrêtés royaux y relatifs, notamment l'arrêté royal du 9 décembre 2004 royal relatif à la répartition des capacités de l'infrastructure ferroviaire et à la redevance d'utilisation de l'infrastructure ferroviaire ;

Vu le Document de Référence du Réseau (DRR) publié par INFRABEL sur le site Internet www.infrabel.be, vu les conditions générales du Contrat d'Utilisation de l'Infrastructure en annexe au DRR ;

Vu que toute entreprise ferroviaire ou d'autres personnes physiques ou morales ou entités, comme par exemple les autorités compétentes visées dans le Règlement (CE) n°1370/2007 et les chargeurs, les transitaires et les opérateurs de transports combinés ayant des raisons commerciales ou de service public d'acquérir des capacités de l'infrastructure, peu(ven)t se porter candidat à la réservation de sillons ;

Vu qu'INFRABEL, en tant que gestionnaire de l'infrastructure ferroviaire belge, est chargée d'attribuer les capacités aux candidats justifiant d'un intérêt ;

Vu que le candidat n'est pas une entreprise ferroviaire, le terme « Candidat » désignant ici la partie au contrat qui est un candidat non entreprise ferroviaire ;

Vu que seules les entreprises ferroviaires, dotées d'une licence, d'un certificat de sécurité, et qui ont conclu avec INFRABEL un contrat d'utilisation ont accès à l'infrastructure ferroviaire et pourront utiliser les sillons réservés par le biais du présent Contrat ;

Vu la nécessité pour INFRABEL de garantir l'utilisation optimale de l'infrastructure ferroviaire et la nécessité, de ce fait, de faire correspondre les sillons réservés à leur utilisation effective par une entreprise ferroviaire ;

Vu que, s'agissant du réseau ferroviaire belge des corridors de fret au sens du Règlement, le Guichet Unique du Corridor pertinent (Corridor One-Stop-Shop) prend une décision sur les demandes de sillons préétablis et la réserve de capacité au nom des gestionnaires d'infrastructure concernés et en informe ces derniers, en conformité avec les règles applicables, notamment prévues au Book IV du Corridor Information Document dudit Corridor;

Les Parties conviennent ce qui suit :

Conditions générales de la réservation de capacités d'infrastructure ferroviaire

Article 1 : Objet du Contrat

1.1 Dans le respect des conditions précisées par le Document de Référence du Réseau (DRR) (www.infrabel.be), le Contrat prévoit les conditions générales et particulières d'ordre administratif, financier et juridique, régissant la réservation par le CANDIDAT des capacités d'infrastructure sur le réseau ferroviaire belge, ainsi que les autres Services fournis par Infrabel.

1.2. Le Contrat comprend deux parties :

- la première partie, constituée des présentes conditions générales pour la réservation de capacités d'infrastructure ferroviaire, qui est commune à tous les candidats qui ne sont pas des entreprises ferroviaires,
- la seconde partie, constituée par les conditions particulières pour la réservation de capacités d'infrastructure ferroviaire, qui est propre à la situation particulière du CANDIDAT.

Les deux parties sont indissociables et forment ensemble le Contrat.

1.3 INFRABEL fournit au CANDIDAT les capacités et les autres Services, dans les conditions prévues au Contrat et au DRR.

Article 2 : Définitions

Capacité de l'infrastructure ferroviaire, ci-après « Capacité »	La disponibilité permettant de programmer des sillons sollicités pour un segment de l'infrastructure ferroviaire pendant une certaine période ;
Document de référence du réseau ou DRR	Le document publié sur le site Internet www.infrabel.be et qui précise, de manière détaillée, la description du réseau, les règles générales pour y circuler, les délais, les procédures et les critères relatifs aux systèmes de tarification et de répartition des capacités de l'infrastructure ferroviaire ; ce document contient aussi toutes les autres informations nécessaires pour permettre l'introduction de demandes de capacités de l'infrastructure ferroviaire.
Entreprise ferroviaire	Toute entreprise à statut privé ou public, qui a obtenu une licence conformément à la législation européenne applicable, dont l'activité principale est la fourniture de prestations de transport de marchandises et/ou de voyageurs par chemin de fer, la traction devant obligatoirement être assurée par cette entreprise. Ce terme recouvre également les entreprises qui fournissent uniquement la traction.
Entreprise Ferroviaire Désignée	L'Entreprise Ferroviaire désignée valablement par le CANDIDAT conformément aux termes du Contrat, comme étant celle qui utilisera les capacités et les autres Services réservés par le CANDIDAT.

Horaire de service	Les données définissant tous les mouvements programmés des trains et du matériel roulant, sur l'infrastructure ferroviaire concernée, pendant la période de validité de cet horaire ;
Règlement	Règlement (UE) N°913/2010 du Parlement européen et du Conseil du 22 septembre 2010 relatif au réseau ferroviaire européen pour un fret compétitif ;
Répartition	L'affectation par le gestionnaire de l'infrastructure ferroviaire des capacités de l'infrastructure ferroviaire.
Services	Les services visés au Chapitre 5 du DRR fournis par Infrabel.
Sillon	La capacité de l'infrastructure ferroviaire requise pour faire circuler un train donné d'un point à un autre à un moment donné ;
Sillon Préétabli	Sillon préétabli sur un Corridor de Fret Ferroviaire, conformément au Règlement. Un sillon préétabli peut être attribué sur tout le Corridor ou sur des sections de celui-ci franchissant une ou plusieurs frontières.
Réserve de capacité	Capacité – par exemple les sillons préétablis – qui a été gardée disponible pendant l'horaire de service en cours pour les besoins du marché ad hoc, conformément à l'article 14§5 du Règlement 913/2010.
Organe de contrôle	Le Service de Régulation du Transport ferroviaire et de l'Exploitation de l'Aéroport de Bruxelles-National, tel que désigné en application du Code ferroviaire en tant qu'autorité de régulation économique du transport ferroviaire.

Article 3 : Désignation de la ou des entreprise(s) ferroviaire(s)

3.1 Par un « contrat de désignation » entre le CANDIDAT et chaque Entreprise Ferroviaire que le CANDIDAT voudra désigner, qui doit demeurer en vigueur pendant toute la durée du Contrat, le CANDIDAT désigne l'entreprise ferroviaire autorisée à utiliser les capacités attribuées au CANDIDAT ainsi que les autres Services fournis au CANDIDAT aux termes du Contrat.

Le CANDIDAT a seul la charge de la désignation de la ou des entreprise(s) ferroviaire(s). Le CANDIDAT garantit à INFRABEL l'existence du ou des contrat(s) de désignation. Le CANDIDAT présente à INFRABEL le(s)dit(s) contrat(s) de désignation à la demande d'INFRABEL.

3.2 Le CANDIDAT communique à INFRABEL le nom de la ou des Entreprise(s) Ferroviaire(s) désignée(s), dans les délais suivants :

- i. Au plus tard 7 jours calendrier avant le premier jour de circulation du sillon concerné.
- ii. Au plus tard au moment de la demande de sillons, lorsque la première circulation a lieu moins de 7 jours calendrier après la demande ;

- iii. Selon les règles fixées par le Framework for Capacity Allocation des corridors de fret, en ce qui concerne les sillons préétablis et les réserves de capacité.

3.3. Le CANDIDAT peut désigner plusieurs Entreprises Ferroviaires pour l'utilisation de ses capacités ainsi que l'utilisation des autres Services y relatifs, mais une seule Entreprise Ferroviaire peut être désignée par sillon.

Le CANDIDAT peut changer l'Entreprise Ferroviaire Désignée, en désignant, à sa place, une nouvelle Entreprise Ferroviaire au plus tard 7 jours calendrier avant le premier jour des circulations du sillon qu'elle effectue pour le CANDIDAT.

Article 4 : Interdiction de transfert de capacités

Les capacités réservées par le CANDIDAT, une fois qu'elles lui sont attribuées, ne peuvent être transférées à une autre entreprise, ni pour un autre service de transport, à défaut de quoi il sera considéré que le CANDIDAT a procédé à un transfert de capacités prohibé, au sens de la loi.

Les capacités ne peuvent pas être utilisées par une autre entreprise ferroviaire que celle que le CANDIDAT a désignée, à défaut de quoi il sera considéré que le candidat a procédé à un transfert de capacités prohibé au sens de la loi.

Article 5 : Modification, renonciation, suspension et retrait des capacités

5.1 Jusqu'au temps réel au sens du DRR, le CANDIDAT pourra renoncer à l'utilisation de tout ou partie des capacités d'infrastructure attribuées conformément au DRR. A compter du temps réel, le droit de renonciation ne pourra être exercé que par l'Entreprise Ferroviaire Désignée.

Les capacités sur lesquelles porte la renonciation sont considérés comme à nouveau disponibles et INFRABEL est en droit de les allouer à des tiers.

5.2 Le droit de modification des capacités s'exerce conformément aux principes prévus au DRR.

Ce droit peut être exercé par le CANDIDAT jusqu'au temps réel au sens du DRR. A compter du temps réel, celui-ci ne pourra plus être exercé que par l'Entreprise Ferroviaire Désignée.

5.3 INFRABEL peut suspendre ou retirer le droit d'utiliser la capacité attribuée ou modifier la capacité, dans les conditions et selon les règles prévues au DRR.

Les perturbations qui affectent les circulations ne donnent droit à aucune indemnisation du CANDIDAT détenteur des capacités par INFRABEL.

Article 6 : Communication et obligations d'information

6.1 INFRABEL met à disposition du CANDIDAT, en temps utile, des informations sur :

- (i.) Les modifications importantes concernant la qualité ou la capacité de l'infrastructure utilisée ;
- (ii.) La suspension ou le retrait de capacités tels que décrits au présent article, dans les conditions prévues au chapitre 4 du DRR.

(iii.) La modification de capacités, dans les conditions prévues au chapitre 4 du DRR.

6.2 Le CANDIDAT met à disposition d'INFRABEL, en temps utile, les informations utiles au traitement ou à la modification de sa demande de capacités par INFRABEL, conformément au DRR, ainsi que les informations relatives à l'utilisation des Services.

Toute communication en temps réel au sens du DRR, concernant les capacités, la gestion de la circulation ainsi que les Services, est faite par INFRABEL uniquement à l'Entreprise ferroviaire Désignée.

6.3 Sans préjudice des paragraphes 1 et 2 ci-dessus, toute communication en temps réel, de quelque nature qu'elle soit (information, décision, etc.), faite par INFRABEL à l'Entreprise Ferroviaire Désignée sera réputée faite simultanément au CANDIDAT, sans que celui-ci puisse se prévaloir d'une quelconque ignorance de ce fait. Le CANDIDAT fera son affaire personnelle d'obtenir de l'Entreprise Ferroviaire Désignée qu'elle l'informe en temps utile de toute communication qui lui serait faite par INFRABEL.

Toute communication, de quelque nature qu'elle soit (information, demande, décision, en ce compris toute modification de capacité, ou toute renonciation à la capacité, qu'elle entraîne un changement dans la tarification ou non, etc.) transmise ou demandée à INFRABEL par l'Entreprise Ferroviaire Désignée sera réputée simultanément transmise ou demandée par le CANDIDAT. Le CANDIDAT fera son affaire personnelle d'obtenir de l'Entreprise Ferroviaire Désignée qu'elle l'informe en temps utile de toute communication qu'elle ferait à INFRABEL.

Le CANDIDAT et l'Entreprise Ferroviaire Désignée se fournissent l'un à l'autre et réciproquement autant que de besoin, les informations nécessaires dont ils ont respectivement connaissance, notamment les informations relatives à la sécurité, à l'utilisation des capacités et aux transports exceptionnels ainsi qu'aux Services.

Article 7 : Tarification et facturation des redevances

7.1 Redevances d'utilisation de l'infrastructure ferroviaire

Le CANDIDAT paie à INFRABEL les redevances d'utilisation de l'infrastructure telles que décrites au Chapitre 6 du DRR, en conformité avec le DRR. Au surplus, les modalités de paiement sont précisées dans les conditions particulières.

Une avance mensuelle est due par le CANDIDAT. La manière dont cette avance est calculée est indiquée dans les conditions particulières. L'avance doit être payée le 20 du mois précédant le mois de circulation concerné.

INFRABEL calcule le total des redevances d'utilisation de l'infrastructure dues à la fin de chaque mois en tenant compte des avances déjà perçues.

Les règles de tarification respectivement applicables en cas de suspension ou retrait de la capacité par INFRABEL, en cas de renonciation à la capacité par le CANDIDAT, ou en cas de restriction ou perturbation affectant les circulations, sont prévues dans le DRR.

7.2 Redevances pour les autres Services

Le CANDIDAT paie à INFRABEL les redevances pour les autres Services, tels que décrites dans le DRR et au surplus aux Conditions Particulières.

7.3 Règles générales de facturation

7.3.1 Contestation de la facture

La notification d'une contestation de la facture (ou d'un ou plusieurs éléments de celle-ci) n'a pas pour effet de suspendre l'obligation de régler l'intégralité des sommes facturées dans les délais requis.

7.3.2 Conditions de facturation

Le CANDIDAT précise dans les conditions particulières une adresse de facturation et indique le mode de paiement choisi. Le CANDIDAT notifie à INFRABEL tout changement d'adresse de facturation ou de modalité de paiement. Le changement prend effet le premier du deuxième mois suivant la notification à INFRABEL.

7.3.3 Défaut de paiement

A défaut de paiement intégral dans un délai de 30 jours à compter de la réception de la facture, les sommes dues sont majorées de plein droit des intérêts légaux conformément aux conditions précisées au DRR.

Au montant des intérêts s'ajoute un montant fixe de 100 euros hors taxe pour frais de dossier.

En cas de retard de paiement pour deux échéances successives, INFRABEL peut, en outre, décider de suspendre le bénéfice de l'utilisation de l'infrastructure pour toutes les capacités attribuées au CANDIDAT.

INFRABEL exercera, par toutes voies de droit, le recouvrement des sommes dues à l'encontre du CANDIDAT.

Article 8 : Sanctions

8.1 Tout manquement à l'article 3.2 est réputé constituer une renonciation, par le candidat, au sillon concerné. Le sillon concerné est donc annulé.

Le CANDIDAT est immédiatement redevable du montant de la redevance calculée en application du point 6.4.1 du DRR, pour chaque circulation respectivement, sans préjudice du droit pour INFRABEL de réclamer la réparation de son dommage consécutif au manquement.

8.2 En cas de manquement à l'article 3, l'utilisation des capacités pourra être refusée par INFRABEL de plein droit et sans mise en demeure préalable, à tout moment de l'horaire de service le cas échéant, et ce sans préjudice du droit pour INFRABEL de réclamer la réparation de son dommage consécutif au manquement.

8.3 Aux cas prévus aux paragraphes 1 et 2 du présent article, le CANDIDAT ne pourra faire valoir aucune indemnisation du fait de la résolution encourue.

Les capacités concernées sont alors réputées de nouveau disponibles.

Article 9 : Respect de l'horaire

Les Parties ne peuvent prétendre, l'une envers l'autre et réciproquement, à une quelconque indemnisation des préjudices qu'elles pourraient subir du fait de retards dans la circulation des trains, et ce quelle qu'en soit l'origine (accidents et/ou incidents et/ou avaries survenus à des tiers, vols de matériaux, grèves et incidents connexes, chutes d'arbres, suicides, etc.).

En conséquence, INFRABEL et le CANDIDAT supporteront seuls leurs coûts et préjudices liés à un tel retard et renoncent l'un envers l'autre à toute action en justice de ce fait.

Article 10 : Responsabilité

10.1 Responsabilité pour les agents et sous-traitants

Chacune des Parties répond de ses agents et de ses sous-traitants.

L'Entreprise Ferroviaire Désignée par le CANDIDAT n'est pas son sous-traitant.

10.2 Responsabilité en cas de dommages corporels ou matériels

10.2.1 Chacune des Parties est responsable des dommages directs suivants causés à l'autre Partie, par l'exécution de ses obligations prévues au présent Contrat, sans préjudice des dispositions du Contrat d'Utilisation de l'Infrastructure conclu entre l'Entreprise Ferroviaire désignée et INFRABEL :

- i. Des dommages corporels (mort, blessure ou toute autre atteinte à l'intégrité physique ou psychique),
- ii. Des dommages matériels (destruction ou avarie des biens mobiliers et immobiliers).

Chacune des Parties est déchargée de cette responsabilité :

- i. Si le dommage est causé par la force majeure ou le cas fortuit,
- ii. Si le dommage est causé par la faute de l'autre Partie ou des personnes dont elle répond au sens du Contrat.

10.2.2 En cas de responsabilité telle que prévue au présent article, les indemnisations sont versées par analogie à l'article 5, points 5.4 à 5.10, des conditions générales du Contrat d'Utilisation de l'Infrastructure, tel qu'annexé au DRR.

10.2.3 Lorsque des causes imputables à INFRABEL et des causes imputables au CANDIDAT, ont contribué au dommage, chaque Partie ne répond du dommage que dans la mesure où les causes qui lui sont imputables ont contribué au dommage.

S'il est impossible de constater dans quelle mesure les causes respectives ont contribué au dommage, chaque partie supportera le dommage qu'elle a subi.

10.3 Autres actions

10.3.1 Dans tous les cas où le Contrat s'applique, toute action en responsabilité, à quelque titre que ce soit, ne peut être exercée contre INFRABEL ou contre le CANDIDAT que dans les conditions et limitations du Contrat.

Il en est de même pour toute action exercée contre les sous-traitants dont INFRABEL ou le CANDIDAT répondent en application du présent article, sans préjudice de l'application du Contrat d'Utilisation de l'Infrastructure entre INFRABEL et l'Entreprise Ferroviaire Désignée.

10.3.2 Toute indemnisation au titre du Contrat d'Utilisation de l'Infrastructure qui serait versée par INFRABEL à l'Entreprise Ferroviaire Désignée est réputée couvrir de manière forfaitaire et définitive, le préjudice subi le cas échéant par le CANDIDAT, de sorte que le CANDIDAT ne peut prétendre à aucune indemnité de la part d'INFRABEL de ce fait.

Le CANDIDAT fait son affaire personnelle de régler avec l'Entreprise Ferroviaire Désignée les conditions et modalités d'un partage entre eux de l'indemnisation qui serait versée par INFRABEL à l'Entreprise Ferroviaire Désignée, INFRABEL restant totalement étrangère à cet accord et à tout autre accord conclu entre le CANDIDAT et l'Entreprise Ferroviaire Désignée.

10.3.3 Les Parties se garantissent l'une envers l'autre et réciproquement, contre toute réclamation, toute demande, tout recours relatif au Contrat de la part de tout tiers ou de toute personne dont elles répondent.

10.3.4 Le CANDIDAT ne peut en aucune façon faire valoir vis-à-vis d'INFRABEL davantage de droits que ceux qui sont accordés aux entreprises ferroviaires en vertu du Contrat d'Utilisation de l'Infrastructure.

Article 11 : Assurance

11.1 Le CANDIDAT garantit à INFRABEL qu'il est signataire d'une police d'assurance conforme aux montants précisés dans l'arrêté royal du 8 décembre 2013, couvrant les conséquences pécuniaires de sa responsabilité envers INFRABEL, telle que visée à l'article 10.2, et ce pour toute la durée du Contrat.

Le CANDIDAT produit, dès la signature du Contrat, en annexe au Contrat, un document émanant de l'assureur attestant l'existence, la durée et le champ couvert par cette police, et stipulant l'obligation pour l'assureur d'informer INFRABEL, par lettre recommandée – dont celui-ci adressera simultanément une copie au CANDIDAT –, de toute modification significative de la police d'assurance (suspension, résiliation, etc.) dès que cette modification surviendrait.

11.2 A compter de l'envoi de cette lettre par l'assureur à INFRABEL, celle-ci sera autorisée, d'une part, à suspendre l'exécution de ses obligations aussi longtemps que le CANDIDAT ne lui aura pas fourni la preuve qu'il est à nouveau assuré, et, d'autre part, à considérer le Contrat comme résolu aux torts du CANDIDAT, sans préavis ni indemnité, si cette preuve ne lui était pas fournie par le CANDIDAT dans les dix jours suivant l'envoi de ladite lettre.

Article 12 : Confidentialité

Chaque Partie s'engage à traiter avec toute la confidentialité requise et à ne pas communiquer à des tiers, toute information inhérente et afférente au Contrat échangée entre les Parties ou

obtenue de l'une d'elles et que la Partie émettrice qualifie de confidentielle et/ou qui doit être considérée comme confidentielle conformément aux lois et règlements en vigueur, sauf lorsqu'il est satisfait à une des conditions suivantes :

- i. Si une Partie est appelée à déposer devant un tribunal ou dans ses relations avec les autorités de contrôle du marché ferroviaire ou d'autres autorités administratives ;
- ii. En cas d'accord écrit de la Partie dont émane l'information confidentielle ;
- iii. Pour ce qui concerne INFRABEL, en concertation avec les gestionnaires d'autres réseaux ou dans le cadre de contrats et/ou de règles avec des gestionnaires de réseaux étrangers et pour autant que le destinataire de cette information s'engage à lui conférer le même degré de confidentialité ;
- iv. Si l'information est facilement ou normalement accessible ou si elle est disponible au public ;
- v. Lorsque la communication faite par une Partie est indispensable pour des raisons techniques ou de sécurité, entre autres pour des sous-traitants et/ou leurs salariés et/ou leurs représentants, pour autant que ces destinataires soient liés par des règles de confidentialité qui garantissent adéquatement la confidentialité de l'information.

Les conditions particulières du Contrat sont réputées confidentielles.

Les Parties acceptent de ne pas invoquer la confidentialité des données entre elles ni à l'égard de l'Entreprise Ferroviaire Désignée.

La présente obligation de confidentialité restera en vigueur durant les cinq années qui suivront l'expiration du Contrat.

Article 13 : Durée et fin

13.1 Le Contrat est conclu pour une période horaire et renouvelé tacitement.

Chacune des Parties peut mettre fin au Contrat par lettre recommandée notifiée au plus tard 3 mois avant l'issue de la période horaire en cours. La reconduction tacite du Contrat ne préjuge pas de l'obligation, pour le CANDIDAT, d'introduire pour chaque période horaire une nouvelle demande de capacités selon les modalités prévues par ailleurs, et de désigner en toutes circonstances une entreprise ferroviaire pour utiliser les capacités, tel qu'il est prévu au Contrat.

Le Contrat prend automatiquement fin à l'issue de la période horaire si le CANDIDAT n'a pas introduit de nouvelle demande de capacités pour la période horaire suivante.

13.2 Cependant, le Contrat peut être résilié de plein droit, en tout ou partie, par l'autre Partie dans les cas suivants :

- i. Faillite du CANDIDAT ou réorganisation judiciaire de celui-ci au sens de la loi relative à la continuité des entreprises du 31 janvier 2009 ;
- ii. Acquisition de la qualité d'entreprise ferroviaire par le CANDIDAT ;

iii. Suite à un manquement grave ou répété à l'une des obligations du contrat ;

~~iv. Si au cours de l'horaire de service précédent, les capacités attribuées au CANDIDAT ont été utilisées en moyenne à moins de 80% du nombre de circulations hebdomadaires prévues ;~~

~~vi-iv.~~ Suite au défaut de paiement des avances mensuelles de la redevance durant deux échéances successives.

La Partie qui est cause de la résiliation du présent contrat est responsable envers l'autre Partie des dommages consécutifs, et ne peut prétendre à aucune indemnisation du fait de la résiliation.

Article 14 : Droit applicable

Le Contrat est soumis au droit belge.

Article 15 : Tribunal compétent

En cas de litige relatif au Contrat et aux droits et obligations en résultant, leur formation, leur exécution, et leur extinction, les Parties négocieront de bonne foi pour tenter d'aboutir à un accord à l'amiable.

Si un tel accord n'aboutit pas dans un délai de deux mois après la naissance du litige, chacune des Parties pourra soumettre le litige à la compétence exclusive des Cours et Tribunaux de Bruxelles, sans préjudice des compétences attribuées par la loi à d'autres organes.

Article 16 : Divers

16.1 En cas d'incompatibilité entre une clause des conditions générales et une clause des conditions particulières, ces dernières l'emportent.

16.2 La nullité ou la non application d'une clause du Contrat n'affecte pas la validité des autres clauses du Contrat. En cas de nullité ou d'inapplication d'une clause du Contrat, les Parties s'engagent à négocier de bonne foi de manière à la remplacer par une disposition valable ou applicable équivalente.

16.3 Le retard ou le fait de ne pas exiger l'exécution d'un droit ou d'un recours en vertu du Contrat, ne constitue pas une renonciation au droit d'exiger une telle exécution, ou au droit d'exercer ce recours.

16.4 INFRABEL a le droit d'adapter ce Contrat en conformité avec la réglementation si cela est rendu nécessaire à la gestion de l'infrastructure ferroviaire belge, en fonction des modifications de la réglementation applicable ou en fonction des injonctions qu'elle reçoit des autorités de contrôle (notamment et y compris l'Organe de contrôle). INFRABEL notifiera par écrit immédiatement ces changements au CANDIDAT. Si, dans une période de trente (30) jours à partir de cette notification écrite, le CANDIDAT l'informe qu'il ne peut accepter les changements, le CANDIDAT dispose de la faculté de résilier le contrat de plein droit au moyen d'une simple notification, sans intervention du Tribunal, sans préavis ni indemnité. En l'absence de réponse du candidat endéans la période de trente (30) jours susmentionnée, le CANDIDAT est présumé avoir accepté ces modifications.

16.5 Le Contrat est conclu entre des co-contractants indépendants, gardant l'entière responsabilité de leurs activités propres. Chacun doit faire face à l'ensemble des obligations pesant sur lui du fait de ses activités, qu'elles se développent dans le cadre du Contrat ou autrement et en conséquence aucun des deux co-contractants ne saurait être tenu des dettes ou obligations de l'autre.

A l'exception de ce qui y est stipulé autrement, aucune stipulation du Contrat ne crée ou ne concède de droits ou autres privilèges en faveur de tiers. A l'exception de ce qui est stipulé autrement dans le Contrat, aucune stipulation du Contrat ne crée aucun mandat, contrat de représentation, partenariat ni joint-venture entre les co-contractants.

16.6 Le Contrat n'emporte aucune renonciation d'INFRABEL aux droits qui lui sont conférés par le Code ferroviaire, le DRR et le Règlement.

Conditions particulières de la réservation de capacités d'infrastructure ferroviaire

1. Principe

Les présentes conditions particulières forment avec les conditions générales le contrat de réservation des capacités entre INFRABEL et CANDIDAT.

2. Service de transport ferroviaire

Le transport ferroviaire concerné est relatif au : Transport national/international de voyageurs/marchandises.

3. Services

3.1. Prestations minimales et accès par le réseau ferroviaire aux infrastructures de service et les services fournis

NOM Candidat prétend à ces services qui sont couverts par la redevance d'utilisation de l'infrastructure ferroviaire.

NOM Candidat (ne) souhaite (pas) utiliser le transport et la distribution du courant de traction.

3.2. Services complémentaires

NOM Candidat (ne) souhaite (pas) utiliser l'approvisionnement en courant de traction.

Le CANDIDAT est libre d'utiliser le produit 'Your XXL'.

3.3. Services connexes

NOM Candidat souhaite accéder aux applications du Business Corner sur le site web partners.infrabel.be, moyennant un filtre qui ne donne accès qu'aux données propres à *NOM CANDIDAT*.

4. Conditions financières

4.1. Prestations minimales et accès par le réseau ferroviaire aux infrastructures de service et les services fournis

Le calcul et la perception des redevances d'utilisation de l'infrastructure ferroviaire sont décrits dans le DRR (y compris ses annexes F).

Une avance mensuelle est due par le CANDIDAT. Cette avance est calculée sur la prévision du trafic pour l'horaire de service concerné.

Les montants des avances ainsi que les dates de facturation et de paiement seront repris dans un tableau annexé au présent contrat. Ce tableau pourra être revu par INFRABEL (montants hors TVA), s'il s'avère que la quantité de sillons consommée par le CANDIDAT croît pendant la durée du contrat.

INFRABEL établit mensuellement les factures de régularisation relatives à la redevance d'utilisation de l'infrastructure. Pour ce faire, elle se base sur l'utilisation réelle et tient compte des avances déjà payées.

INFRABEL envoie également une facture pro forma détaillée 5 jours avant l'envoi de la facture officielle. Le CANDIDAT dispose de 5 jours pour transmettre ses remarques à INFRABEL. Si INFRABEL n'a pas reçu des remarques endéans les 5 jours, elle impute au CANDIDAT le montant total de la facture pro forma. Si le CANDIDAT a communiqué des remarques, INFRABEL n'impute que la partie non contestée. Après réception de la facture, le CANDIDAT dispose de 30 jours pour la régler.

Le calcul et la perception de la redevance du transport et de la distribution du courant de traction sont décrits dans le DRR (y compris les annexes F).

4.2. Services complémentaires

Le calcul et la perception de la redevance de l'approvisionnement en courant de traction sont décrits dans le DRR (y compris les annexes F).

Le calcul des frais des études pour les transports exceptionnels est décrit dans le DRR (y compris les annexes F).

4.3. Services connexes

Néant.

5. Conditions de facturation

5.1. Adresse de facturation

Les factures d'INFRABEL sont envoyées à l'adresse suivante :

NOM CANDIDAT

Service

Rue

Code postale - Commune

Et par email aux adresses suivantes :

5.2. Mode de paiement

Le paiement est effectué par virement bancaire.

5.3. Délai de paiement

Toute facture émise par INFRABEL est payable endéans les 30 jours calendrier sur le numéro de compte suivant :

BPOST BANK: 679-0023037-48

IBAN: BE11 6790 0230 3748

BIC: PCHQBEBB

Annexes

1 Attestations d'assurance ou mesures équivalentes

2 Avances de la redevance d'infrastructure

3 Avances dues au titre de l'électricité

Fait à Bruxelles en deux exemplaires, le

20XX

Ann BILLIAU
Director
Infrabel Traffic Management & Services

NOM CEO
CEO
NOM CANDIDAT